



La Défense, le 10 décembre 2024

Stop à la dégradation des conditions de travail dans la fonction publique !

La mobilisation du 5 décembre, au cours de laquelle plus de 200 000 personnes se sont mobilisées dans plus de 180 manifestations, est un succès.

Pour autant, nous ne pouvons que constater l'absence de réponse aux revendications de suppression des jours de carence, du maintien de l'indemnisation des jours d'arrêt maladie à 100 %, et du maintien de la GIPA, qui permet aux agent-es public-es d'obtenir une légère compensation de l'inflation.

En tant qu'agent-es public-ques, nous constatons que malgré la chute du gouvernement, nous risquons encore de subir une politique qui dégrade nos droits et les rémunérations et qui dégrade le service public en général et celui de l'environnement en particulier. Or, les politiques qui doivent répondre aux enjeux du changement climatique et de l'effondrement de la biodiversité manquent sérieusement d'ambition. Leur mise en œuvre passe en priorité par des créations d'emplois pour notre pôle ministériel, par la revalorisation du point d'indice, par une rémunération digne, nécessitant par exemple la revalorisation des quasi-statuts des agences de l'eau et de l'environnement, et des postes attractifs ! L'urgence sociale et environnementale nécessite des moyens accrus pour assurer les missions pourtant indispensables ! Alors qu'aujourd'hui, les moyens tant humains que matériels déjà insuffisants risquent de l'être plus à l'avenir.

Les ministres, les préfets et l'Administration doivent la protection effective aux agent-es des services publics qui œuvrent pour l'intérêt général. La pression du monde agricole sur les agent-e-s de notre pôle ministériel est inadmissible. D'autant que cette pression s'intensifie après la chute du gouvernement. Certains syndicats d'exploitants agricoles n'hésitent plus à imposer leurs conditions à la puissance publique, se faisant menaçant en cas de contrôle de la réglementation. Les agent-es public-ques de notre pôle ministériel ont besoin de soutien, de respect, et de reconnaissance.

Le Sne-FSU appelle donc les agent-es des ministères Territoires, Ecologie, Logement à envoyer un signal fort au prochain gouvernement, en se mobilisant tout au long de la semaine et en participant aux rassemblements prévus le jeudi 12 décembre.